

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 231 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 22 SEPTEMBRE 1976

CHIRAC CONTRE GISCARD

Le désir de revanche de M.Chirac sur l'hôte de l'Elysée, prévisible dès le jour de sa démission, n'aura décidément guère tardé à se traduire par des actes. Le 15 septembre, le chatelain de Corrèze, dans un appel lancé à "ses compagnons" de l'U.D.R., a affiché ouvertement son intention d'être le guide de la majorité lors des élections législatives. Potion magique du nouvel Asterix gaullien ? Le rassemblement de tous les Français hostiles au socialo-communisme autour d'un programme de combat contre la gauche.

Autrement dit, M.Chirac désavoue ouvertement le projet - ou plutôt la velleité - giscardienne de tenter de rallier à la majorité une fraction des dirigeants du Parti Socialiste. C'est sur un anti-communisme musclé que compte l'ancien Premier Ministre pour gagner les législatives plutôt que sur une hypothétique division de la gauche.

Le fait est que le calcul de M.Chirac s'appuie sur des arguments solides. Tout d'abord il est vain d'espérer qu'un P.S. en pleine ascension se ralliera à un Président aussi fragile que M.Giscard. Valéry Giscard d'Estaing, par delà l'habile spectacle diffusé complaisamment par les médias, fait de plus en plus figure d'incapable aux yeux de la classe politique (sinon des Français). On sent chez cet homme un désir jaloux voire maladif de monopoliser le pouvoir et en même temps une profonde répulsion à choisir et décider. C'est à dire tout ce qu'il faut pour mener l'Etat à la catastrophe dans les délais les plus brefs.

Par ailleurs, M.Chirac mise sur l'existence en France d'un courant populaire, hostile aux trop grands privilèges des nantis mais également désireux de voir l'Etat pris en main sérieusement et les "fauteurs de trouble" matés. Ce sont ces électeurs qui ont longtemps assuré le succès du gaullisme. Or, le giscardisme les rebute. La démagogie présidentielle sur la société libérale avancée masque en effet de moins en moins l'esprit de caste de nos dirigeants. Ainsi M.Raymond Barre traite du problème de l'inflation comme si le problème social n'existait pas : autrement dit il veut faire supporter aux salariés le prix de la politique antiinflationniste, sans même prévoir des réformes de structures sérieuses qui réduiraient à moyen terme les inégalités. L'enthousiasme affiché à son égard par M.Ceyrac, leader des patrons, la bénédiction quasi-posthume de M.Pinay qui reproche aux Français de vivre au dessus de leurs moyens sont des preuves supplémentaires du néo-vichysme social de nos gouvernants.

.....

Sans être prophète on peut parier que M.Chirac va prendre ses distances à l'égard de cette politique de caste afin de regagner les électeurs "bonapartistes" actuellement séduits par la gauche. Déjà, son confident et porte-parole officieux, Alexandre Sanguinetti, rappelle que le gaullisme est une troisième voie, fondée sur la participation, entre le capitalisme et le communisme.

Enfin M.Chirac verra a contrario son prestige de sauveur rehaussé par l'échec de la majorité présidentielle, pratiquement inéluctable, aux élections municipales de mars 1977. Et il se comporte déjà comme si l'Elysée était virtuellement vacant. Sa démarche rappelle un peu celle de Georges Pompidou se "plaçant" au début de 1969 pour recueillir la succession du général.

Ceci dit, l'ancien Premier Ministre est pénalisé par trois handicaps :

- d'abord l'absence de scrupules de l'équipe au pouvoir, prête à lui barrer la route en utilisant tous les coups bas. Ceci a déjà commencé avec la sordide affaire de Vathaire.
- ensuite le manque de crédibilité d'une majorité divisée contre elle-même. Mitterrand ne manquera pas d'en tirer profit.
- enfin, les contradictions de sa démarche. Il se veut l'héritier du gaullisme mais accentue le processus de désintégration de l'ensemble Président-Gouvernement-Majorité parlementaire, sur lequel repose depuis 1958 la stabilité du pouvoir. Il est vrai qu'il n'avait guère le choix. Ce qui suffit à prouver que la tentative de restauration de l'Etat entreprise en 1958 se révèle incapable de garantir durablement la France contre les "poisons et délices" du régime des partis.

N.A.F.

ESPACE CONDAMNE

Dans une question écrite, Michel Debré a demandé au ministre de l'Industrie *"pour quelle raison notre politique spatiale est pratiquement abandonnée"* puisqu' *"il paraît clair que les crédits envisagés condamnent à terme le Centre national d'Etudes Spatiales, privent tous les laboratoires de recherches fondamentales de la plus grande partie de leur capacité de recherches et annulent certains efforts de coopération, notamment avec l'Union soviétique..."* Après l'électronique, un autre aspect de la désinvolture giscardienne à l'égard des industries de pointe.

PROPAGANDE ET PUBLICITE

L'*Humanité-dimanche* passe en ce moment une publicité proposant, pour la modique somme de 94,10 F (port compris !), une *"édition d'art du livre rouge de Mao Tsé Tung"*. A notre connaissance, l'organe du P.C. n'a jamais fait de propagande pour l'édition populaire du même livre qui coûte 1,40 F. Ce qui prouve, à condition d'y mettre le prix, que même les "révisionnistes" du P.C. acceptent de faire de la publicité pour la pensée du "grand timonier".

SIMPLE QUESTION

Est-t-il exact, comme l'affirme l'un de nos confrères, que les maires de toutes les communes de France reçoivent chaque année la liste des contribuables de leur commune avec leur chiffre d'imposition, accompagnée d'une invitation à signaler les contribuables qui paraissent ne pas payer assez d'impôts ? En ces temps de contrôles fiscaux, et si cette information est exacte, magnifique moyen de pression électorale, n'est-ce-pas ?

LIBERTE DE LA PRESSE

La main-mise du couple Hersant-Winkler sur *France-soir* n'aura pas tardé à produire ses effets. Les journalistes du grand quotidien populaire, viennent de publier un communiqué dans lequel ils déclarent : " *La rédaction n'est pas actuellement en mesure d'exercer son activité professionnelle dans des conditions normales : elle en est empêchée par des actes de censure et d'autres interventions de la direction générale, contraires aux responsabilités de journalistes*". Il est à prévoir que ces récalcitrants finiront par se mettre au pas ou seront contraints de démissionner. Et ainsi l'empire de M.Hersant (et de ses commanditaires secrets) continuera à s'étendre et tant pis pour la liberté de la presse.

ON DEMANDE UN BOUCHE-TROU

Notre confrère *Tribune socialiste* (24 pages, 2 couleurs, beau papier, belle présentation) publie ses comptes. Pour l'année 1976 : prévision de recettes 620.000 F, prévision de dépenses 1.100.000 F, d'où un déficit de 480.000 F. A ce prix la N.A.F. paraîtrait sur 24 pages en couleur, et serait en vente dans tous les kiosques de France. Nous adressons ici un vibrant appel à notre confrère pour lui demander sa recette pour "boucher ce trou" de 48 millions anciens. En attendant sa réponse nous rappelons aux lecteurs de la N.A.F. notre souscription.....

VEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT -N

OPERATION "N.A.F. EN KIOSQUES".

Dès l'annonce de notre projet nos lecteurs ont commencé à réagir et les souscriptions à affluer. Pour cette première semaine nous avons déjà dépassé les 4000 F. Rappelons l'objectif fixé pour le 30 octobre : recueillir 30.000 Francs nouveaux de souscription pour que dès le début novembre notre journal soit en vente dans les kiosques de la région parisienne.

Souscriptions à adresser d'urgence à la N.A.F. - C.C.P. Paris 193-14 Z en précisant "pour la N.A.F. en kiosques".

FAITES CONNAITRE LA N.A.F.

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, des numéros invendus des semaines passées. C'est un excellent instrument de propagande pour faire connaître notre journal (à expédier sous bande affranchie à 0,30 F). Ces journaux vous seront expédiés gratuitement. Nous vous demandons juste de joindre le prix du port avec votre commande, soit 3 F pour 20 journaux.

RAPPEL URGENT AUX ADHERENTS

De trop nombreux adhérents ont négligé de régler leurs cotisations mensuelles pendant les mois d'été. Nous leur demandons de se mettre en règle rapidement, sans attendre les lettres de rappel, qui représentent pour nous un surcroît de travail et une charge financière inutile. Nous encourageons les adhérents à utiliser la formule de virement automatique qui évite les oublis et assure une plus grande régularité de nos "rentrées". Nous rappelons enfin que l'absence de règlement de cotisation pendant trois mois est considéré comme une démission du mouvement et nous amène à prononcer la radiation de l'adhérent.

FEDERATION NORD-PAS DE CALAIS

Veuillez noter la nouvelle adresse : 27 rue des Fossés 59000 Lille, et le nouveau numéro de téléphone 54.84.05.

SESSION REGIONALE DE L'EST

Une première session régionale aura lieu pour nos adhérents et lecteurs de l'est de la France les 9 et 10 octobre prochains. Cette session est ouverte à tous et vous permettra de faire connaissance avec les dirigeants nationaux et locaux de la N.A.F.. Renseignements pratiques auprès de Mme. Denis à Epinal - téléphone (29) 82.24.24.

LA SECHERESSE : UN DOSSIER EPINEUX

Les pertes : Il faut remonter à 1921 pour retrouver à la fois sécheresse d'hiver, de printemps et d'été. Mais les conséquences sont aujourd'hui beaucoup plus graves car le caractère intensif de l'agriculture s'accompagne d'une grande fragilité. Le 14 septembre, la commission des comptes de l'agriculture a estimé les pertes à 5,6 milliards de francs par rapport à 1975 en tenant compte d'un taux d'inflation de 9,5 %. Pour les produits végétaux, il s'agit surtout d'une baisse de production ou de collecte. Encore faut-il distinguer chaque produit : la production de maïs baisse de 38 % par rapport à 1975, celle du blé est en légère augmentation mais la collecte du blé baisse de 10 % car une plus grande quantité est gardée à la ferme comme aliment. 20 % de baisse pour la betterave à sucre. La production de fruits est en hausse mais celle de pommes de terre chute de 20 %. La situation est excellente pour les vins de qualité. Les pertes sont parfois compensées par des augmentations de prix, voire largement dépassées : 120 % d'augmentation du prix des pommes de terre ! En ce qui concerne les produits animaux, c'est le capital d'exploitation qui est en danger. Mais il faut distinguer : le bilan est favorable pour les volailles, moyen pour porcs et ovins, mauvais pour les bovins. La pénurie de fourrages dès le mois de mai et les prix élevés des aliments composés ont conduit à des abattages prématurés : les livraisons de bovins à l'abattoir ont augmenté de 6 % et la production laitière a diminué.

Les mesures prises : Fin juin, M.Chirac assure que la solidarité nationale jouera pleinement en faveur des agriculteurs sinistrés. Céréaliers et éleveurs passent un accord pour le ramassage du maximum de paille et sa distribution dans les régions d'élevage. Mais les prix montent et le gouvernement décide le 3 juillet la taxation du prix de la paille. Des mesures sont prises pour que le transport soit rapide et moins onéreux. Le 25 août, les pouvoirs publics annoncent le versement d'un acompte. La France est divisée en quatre zones. En zone 1, l'agriculteur perçoit 200 F par unité de gros bétail (U.G.B.) avec un plafond de 30 U.G.B.. Il perçoit moins en zone 2 et 3. En zone 4, il ne reçoit rien. Le gouvernement doit arrêter le 22 septembre le montant et les modalités de l'indemnisation complémentaire des exploitants en tenant compte des 2,2 milliards de francs déjà dégagés le 25 août. Cette indemnisation serait calculée cette fois par département et en considérant d'une part le rapport du revenu des productions animales et des productions végétales, d'autre part la pluviométrie, le déficit fourrager et l'altitude. Les sommes nécessaires seraient en partie obtenues par un impôt supplémentaire sur les revenus de certaines catégories de salariés.

Les réactions : Une chose est sûre (sauf pour les P.M.E.), il faut payer car la baisse des revenus agricoles les années précédentes, des investissements plus lourds et donc plus d'appel au crédit ne laissent plus assez de réserves pour supporter une très mauvaise année. Mais les syndicats de salariés condamnent le "super-impôt" et disent que les paysans fraudent trop le fisc pour qu'on puisse connaître correctement leurs revenus. Quant aux agriculteurs, ils refusent qu'on prenne pour référence les revenus de l'an passé, déjà faibles pour beaucoup; ils n'apprécient pas d'être proposés à l'hostilité des autres citoyens et d'être plus que jamais des assistés; ils souhaitent essentiellement plus de justice lors de la fixation des prix agricoles pour n'être pas obligés de mendier sans cesse.

AVEZ - VOUS PENSE A LA SOUSCRIPTION ?

C.C.P. N.A.F. 193 -14 Z Paris

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :
Un an : 80 F - six mois : 45 F - trois mois : 25 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris